

Brexit : pour ou contre un nouveau référendum ?

Le 23 juin 2016, le vote du référendum du Brexit (contraction de Britain Exit, sortie de la Grande Bretagne de l'Union Européenne) se solde avec 51.9% des voix par la victoire du parti des "Leavers", ceux qui veulent que le Royaume-Uni sorte de l'Union Européenne, contre 48.1% pour le camp des "Remainers", pro-européens et contre cette sortie. S'en suit la démission du Premier Ministre de l'époque, David Cameron, qui avait mené campagne pour le maintien de son pays dans l'Union Européenne.

Theresa May lui succède seulement un mois plus tard et se dit décidée à sortir de l'Union Européenne, elle qui prend alors la tête du parti des Conservateurs britanniques. Le chef de l'opposition est alors Jeremy Corbyn du parti Travailleiste.

Ce référendum peut mener à quatre conclusions possibles:

- un Brexit "dur", où le Royaume-Uni retrouve son entière souveraineté et ne participe plus au budget de fonctionnement de l'Union européenne.
- un Brexit "doux", où les droits de douane resteraient nuls au sein de marché unique européen (contrairement au Brexit "dur"). Pour ce faire le Royaume-Uni devrait en contrepartie participer au budget de son ancien partenaire et accorder la circulation des ressortissants européens sur leur sol.
- un Brexit sans accord passé avec l'Union Européenne, appelé "no deal" par les britanniques (cette possibilité est jugée peu probable pour la Grande Bretagne tout comme pour l'Union Européenne par les experts des deux partis).
- un deuxième référendum, pour demander au peuple britannique un second avis sur la sortie ou non de l'Union Européenne.

Après deux années de négociations avec les pays membres de l'Union Européenne, la Première Ministre a présenté l'accord trouvé au Parlement britannique, se rapprochant d'un Brexit "doux".

Theresa May a été mise en échec par les députés britanniques avec un score sans appel, 432 voix contre et seulement 202 pour.

Maintenant que faire ? le Parlement Britannique refuse en bloc cette proposition alors que l'Union Européenne de son côté, refuse qu'un autre accord soit passé ; soit le Brexit s'exécute par cette proposition, soit ils sortent sans accord ("no deal").

La date butoir de ce Brexit est prévue pour le 29 mars 2019, sans aucun prolongement prévu.

D'un côté, *Le Monde* nous présente une tribune (19 janvier 2019) de Tony Blair, ancien Premier Ministre du Royaume-Uni de 1997 à 2007 et à la tête du parti Travailleiste, qui tout comme le journaliste britannique Hugo Dixon (15 janvier), spécialiste de l'économie et de la bourse, vante les bienfaits d'un deuxième référendum pour redemander l'avis des britanniques deux ans après le premier référendum. De l'autre, Philip Cunliffe (15 janvier également), spécialiste des conflits internationaux à l'Université du Kent, au Royaume - Uni, défend un avis divergent des deux précédents. En effet pour lui, un deuxième référendum entacherait la démocratie.

Tony Blair exprime son inquiétude en annonçant qu'un « bon » Brexit ne peut être envisageable pour le 29 mars 2019, il serait bâclé et ne conviendrait ni aux « *Leavers* » qui le considèrent trop laxiste, ni aux « *Remainers* » qui ne veulent pas sortir de l'Union Européenne.

Pour l'ex Premier Ministre, il faudrait que la date finale soit repoussée, pour pouvoir organiser un second référendum afin que cette question soit une fois pour toute tranchée par la population. Selon lui, le peuple britannique se sent las de toutes ces querelles concernant le Brexit. Les britanniques auraient été trompés sur les véritables conséquences d'une sortie de l'Union Européenne et auraient donc, par conséquent, voté sans savoir ce qu'il en adviendrait. Un bon exemple est le sujet épineux qu'est la frontière entre l'Irlande du Nord (qui appartient au Royaume-Uni) et la République d'Irlande, qui est autonome de la Grande Bretagne. Si le Brexit finissait par être mis en œuvre, cela supprimerait la liberté de circulation et les droits de douane communs instaurés grâce à l'Union Européenne, et des contrôles aux frontières seraient alors nécessaires. La tension pourrait alors renaître entre le sud et le nord de l'Irlande, comme cela a déjà été le cas dans le passé. Ce retour à une frontière entre les deux pays fragiliserait les accords de paix du Vendredi saint, qui mirent fin en 1998 à trente ans de conflit armé entre nationalistes et unionistes en Irlande du Nord.

Au contraire, l'universitaire Cunliffe pense que le deuxième référendum défendu par Tony Blair fausserait la démocratie britannique en « sapant les institutions politiques nationales et délégitimant la base même de la démocratie en tant que mode collectif de décision ».

Pour lui, les Britanniques ont fait un choix et le Parlement, qui est à leur service, doit s'y tenir.

Si lors de ce deuxième référendum, le vote des « *Remainers* » l'emportait, Cunliffe est persuadé que leurs opposants demanderaient un troisième vote et ainsi de suite sans qu'aucune décision ne puisse être prise par la suite. Pour lui, le peuple a voté et le Parlement ainsi que les élites ne doivent pas intervenir une fois la décision prise, ils doivent juste faire le maximum pour que le peuple britannique en ressorte avec les meilleurs avantages possibles.

De plus, ce deuxième référendum laisserait sous-entendre que les voix de la majorité de la population britannique ne sont pas suffisantes aux yeux des élites pour décider de l'avenir du pays. Le principe même de la démocratie serait alors détruit, et pourrait déstabiliser les futures décisions politiques du pays.

La fracture entre les pro- et les anti-européens en serait d'autant plus intensifiée, et par conséquent le pays serait alors divisé en deux, avec des tensions encore plus difficiles à contenir que ce n'est déjà le cas.

En adéquation avec Tony Blair, Hugo Dixon est en désaccord avec Philip Cunliffe. Selon lui, un deuxième et dernier référendum serait la seule alternative possible à l'impasse que représente désormais le Brexit. La proposition de Bruxelles ramenée par Theresa May ne semble, à son avis, plaire à personne, et il définit la négociation obtenue par Theresa May comme étant « mi-dedans mi-dehors ».

Le journaliste britannique décrit l'Union Européenne certes comme imparfaite, mais pour lui elle représente le meilleur moyen d'accroître la paix, la puissance et la prospérité entre le Royaume-Uni et tous les Etats membres. Un nouveau référendum doit absolument être instauré selon lui. Et cela serait possible puisque la majorité des travaillistes (et leur chef, Jeremy Corbyn qui n'est pas encore convaincu, devra néanmoins suivre son parti) et

certains conservateurs sont en faveur d'un second referendum.

L'organisation d'un nouveau referendum doit faire l'objet d'une nouvelle loi. Dans ce cas, la Première Ministre pourra alors l'accepter tout en maintenant ses positions lors d'une campagne similaire à celle de juin 2016, ou alors elle s'y refuse et le Parlement devra alors aller contre sa Première Ministre s'il veut absolument que ce référendum se fasse.

Mais Rome ne s'est pas faite en un jour et tout cela va prendre du temps. Quelle que soit l'issue de ce conflit, Dixon est en accord avec Blair et pense qu'un report de la date butoir du Brexit est indispensable pour que, quel que soit le résultat de ce Brexit, le pays puisse se maintenir sur le plan économique.

Ensuite, si le deuxième référendum est accepté, il faudrait cette fois que les « Remainers » l'emportent et pour cela, les pro-européens devraient mener une campagne plus convaincante que la précédente, jugée insuffisante par Hugo Dixon.

A travers cette nouvelle campagne, il faudrait montrer aux réticents à l'Union Européenne que leurs problèmes ne sont pas dus à l'Union Européenne mais plutôt à la Chambre des représentants. Et au contraire l'Union Européenne peut être une alliée du peuple britannique contre les problèmes posés par Westminster. Tout comme l'ancien Premier Ministre, Dixon est préoccupé par le problème de la frontière entre les deux Irlandes qui pourrait mettre en péril la paix établie entre les deux.

Enfin, le journaliste évoque les nouvelles circonstances et les changements qui sont apparus durant les deux dernières années écoulées depuis le référendum. En effet, Trump a été élu Président des Etats-Unis et est ainsi devenu le dirigeant de la première puissance mondiale. Par ailleurs, les conflits entre le Royaume-Uni et la Russie n'ont cessé de s'aggraver après l'empoisonnement d'un ex-agent russe sur son territoire. Même si l'Union Européenne n'est pas parfaite, elle représente pour Hugo Dixon le meilleur futur possible pour le Royaume-Uni face aux nouveaux enjeux mondiaux.

En conclusion, le Brexit reste un sujet très controversé et épineux sans issue apparente qui puisse convenir à tout le monde. Il a entraîné une division importante au sein même du Parlement britannique, et avec une Union Européenne qui s'avère unie face à la tempête qu'a représenté le Brexit, et est déterminée à en finir dans les délais prévus.

Actuellement, aucun grand membre de l'Union Européenne n'a annoncé de report de la sortie du Royaume-Uni. Et pourtant il reste beaucoup de problèmes comme la frontière irlandaise, ou la possibilité de l'obligation d'un visa pour rentrer à l'intérieur du territoire anglais, alors qu'actuellement une simple carte d'identité suffit pour les ressortissants européens.

Aucun de ces problèmes ne semble réellement résolu, le « deal » négocié par Theresa May étant jugé trop évasif par certains membres du gouvernement.

Nul ne sait donc ce que sera l'avenir, et ce conflit entre les pro-européens (comme Tony Blair et Hugo Dixon) et les pro-Brexit (comme Philip Cunliffe) semble dans l'impasse, divisant le pays en 2 parties distinctes, pour un des choix les plus importants pour le pays depuis de nombreuses années. Une chose est sûre, chaque parti souhaite la fin de débat, et pense que vivre dans une telle situation n'est plus être tolérable pour le pays, ses habitants et son économie.

Alexandra GALEA (IES2), le 15 février 2019